

# Emploi, Salaire, Pénibilité

Une étude récente de la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques dépendant du ministère du Travail) indique que :

« Les salariés de la fonction publique hospitalière sont, globalement, les plus exposés aux risques psychosociaux. Ainsi, 35,3% d'entre eux disent être en situation de tension au travail (forte demande psychologique et faible latitude décisionnelle), contre 27,2% des salariés du privé, 23,4% des agents territoriaux et 22% des fonctionnaires d'Etat. Par ailleurs, 18,5% du personnel hospitalier est victime de "comportements hostiles", contre un peu plus de 17% des fonctionnaires d'Etat et territoriaux et 15,5% des salariés du privé. Enfin, plus de la moitié (57,7%) des agents hospitaliers souffrent d'un manque de reconnaissance, contre 49,3% des salariés du privé et 47,6% des agents territoriaux... ».



**Le 14 février, pour le maintien de la catégorie active (pénibilité) pour l'emploi, pour pouvoir assurer pleinement les missions de l'Hôpital public, pour gagner de bonnes conditions de travail et la reconnaissance à travers une augmentation de nos salaires.**

**Pour une retraite à 60 ans et 55 ans à taux plein pour la catégorie active (pénibilité) utilisons notre droit de grève et de manifestation à ARRAS le 14 février.**

## Plus de 1 000 médecins hospitaliers démissionnent :

**L'hôpital public traverse une crise sans précédent.**

Face à un gouvernement sourd, **plus de 1 000 médecins hospitaliers ont démissionné collectivement** face au refus d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, d'ouvrir des négociations sur le budget et les salaires.

Ils rappellent leur déception face au plan d'urgence, annoncé par le gouvernement le 20 novembre : « Selon nous, le volet national de ce plan devrait comprendre trois mesures essentielles : une revalorisation significative des salaires, en plus des diverses primes annoncées. »



Ils revendiquent aussi un Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) 2020 n'imposant pas de nouvelles économies aux hôpitaux. « Pour ce faire, **il manque 600 millions, en plus des 200 millions prévus par le nouveau plan hôpital du gouvernement** (en effet sur les 300 millions annoncés, 100 millions sont attribués aux Ehpad qui en ont bien besoin) », écrivent-ils dans leur courrier.

Enfin, ils demandent « une révision profonde du mode de financement » et de gouvernance.

Cette action intervient dans la **continuité de la lutte menée depuis des mois par les personnels hospitaliers**, par des manifestations et des grèves (grève des urgences, du codage, c'est-à-dire la non-transmission des informations permettant à la direction de « facturer » à la Sécurité sociale les actes effectués).

## Vendredi 14 février grève dans les hôpitaux

« à l'appel des syndicats, associations et du Collectif inter-hôpitaux »

# MANIFESTATION Régionale à ARRAS

à **14H30** entrée principale HOPITAL d'ARRAS

**« La régression sociale ça ne se négocie pas, ça se combat ! »**



Union Syndicale Départementale CGT Santé / Action Sociale NORD  
Bourse du Travail – Boulevard de l'Usine – CS 20111 – 59090 LILLE CEDEX  
03 20 88 17 25 E-mail : [usdcgtnord@gmail.com](mailto:usdcgtnord@gmail.com)

